

**SYNDICAT MIXTE DU CEC « LES CAMPELIERES »**  
**Service des Marchés**  
199 chemin des Campelières  
06250 MOUGINS



**Marché n° F- 2026-01**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **C.C.A.P.**

#### **Objet de la consultation**

**Travaux de restructuration de la charpente et couverture de la piscine Tournesol de  
Mougins (06) – les Campelières – 2307 avenue Maréchal Juin**

Dressé par: Philippe CHOTARD

Mougins, le 20/02/2026

Le Président

Richard GALY

### **Décomposition de la consultation**

Les prestations sont réparties en 9 lots :

<b>Lots</b>	<b>Désignation</b>
1	Démolition - Maçonneries
2	Couverture – Etanchéité – Peinture charpente métallique existante
3	Serrurerie – Métallerie – Ouvrages métalliques divers
4	Menuiserie aluminium
5	Revêtements carrelés
6	Equipements en stratifié compact
7	Peinture
8	Chauffage – Ventilation – Plomberie
9	Electricité courant fort courant faible

### **Modalités de révision des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base de conditions économiques du mois de mars 2026 (remise des offres) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient « Cn » donné par les formules suivantes :

<b>Lots</b>	<b>Désignation</b>
1	Cn=15%+85% (BT01 (n) / BT01 (0))
2	Cn=15%+85% (BT49 (n) / BT49 (0)) Pour les postes de la DPGF relatifs aux travaux de couverture Cn=15%+85% (BT01 (n) / BT01 (0)) Pour les autres postes
3	Cn=15%+85% (BT07 (n) / BT07 (0))
4	Cn=15%+85% (BT43 (n) / BT43 (0))
5	Cn=15%+85% (BT09 (n) / BT09 (0))
6	Cn=15%+85% (BT18a (n) / BT18a (0))
7	Cn=15%+85% (BT46 (n) / BT46 (0))
8	Cn=15%+85% (BT41 (n) / BT41 (0)) Pour les postes de la DPGF relatifs aux travaux de CVC Cn=15%+85% (BT38 (n) / BT38 (0)) Pour les postes de la DPGF relatifs aux travaux de plomberie
9	Cn=15%+85% (BT47 (n) / BT47 (0))

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision ;
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n ;
- Index (0) : valeur de l'index de référence au moins zéro.

Le mois "n" retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

---

### **Répartition des dépenses communes**

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

Libellé
Consommations en eau propres au chantier depuis un sous-compteur provisoire
Consommations en électricité propres au chantier depuis un sous-compteur provisoire
Nettoyage hebdomadaire de la base de vie
Mise à disposition de bennes pour gravats (unité : 4) à utiliser uniquement avant les OPR
Mise à disposition de bennes « tout-venant » (unité : 2) à utiliser pendant les levées de réserves pour réception

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

### **Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro ( <https://chorus-pro.gouv.fr> ). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. **Une procédure spécifique pour le circuit de validation des situations de travaux sera transmise par le Maître d'œuvre dans le premier compte-rendu de réunion de chantier. Chaque entreprise devra s'y conformer strictement.**

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

SIRET MOE – LCO Ingénierie : 418 451 969 00038

SIRET MOA – SMCEC les Campelières : 250 600 962 00014

## **Pénalités**

### **Etudes d'exécution**

Les entreprises titulaires sont responsables de l'établissement de l'ensemble des études d'exécution et PAC nécessaires à la réalisation des ouvrages relevant de leur lot, conformément aux dispositions du CCAG Travaux. Ces études comprennent notamment, sans que cette liste soit limitative, les plans d'exécution, notes de calcul, calepinages, détails de mise en œuvre, phasages et méthodes d'exécution. Les documents fournis par la maîtrise d'œuvre constituent des documents de principe et ne sauraient se substituer aux études d'exécution des entreprises. Toutefois, les fichiers MOE au format DWG seront remis aux entreprises.

En cas de retard dans la remise des plans d'exécution ou des fiches techniques, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 € HT par jour calendaire et par lot concerné, applicable à compter de la notification écrite du retard. Les pénalités continueront de courir tant que les documents ne sont pas remis dans leur intégralité et conformes au protocole contractuel, sauf en cas de force majeure ou de modification imposée. Les montants correspondants seront déduits des acomptes ou du solde du marché, sans préjudice de la possibilité de réclamer des dommages-intérêts si le retard entraîne un préjudice réel.

### **Document à fournir après exécution**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents DOE à fournir après exécution par les titulaires une pénalité égale à 400.00€/HT par jour calendaire de retard sur les sommes dues aux titulaires.

### **Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire de 400 € HT. Les pénalités seront notifiées par écrit à l'entrepreneur et continueront de courir jusqu'à l'achèvement complet et conforme des prestations concernées. Ces pénalités seront déduites des acomptes ou du solde du marché et s'appliquent indépendamment de toute exonération, sauf en cas de force majeure ou de modifications imposées. Le montant total des pénalités n'est pas plafonné, sans préjudice du droit de réclamer des dommages-intérêts en cas de préjudice réel lié au retard.

### **Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **Autres pénalités spécifiques**

#### Pénalité pour absence aux réunions de chantier :

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

#### Pénalité pour tout manquement autre que retard :

Pour tout manquement autre qu'un retard, le titulaire pourra subir, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 100,00 € (par jour ou par manquement).

#### Pénalité pour non-enlèvement de matériaux inemployés ou impropres :

En application de l'article 37.3 du CCAG Travaux, il sera appliqué une pénalité de 200,00 € par jour calendaire de retard si le titulaire n'a pas ou n'a pas fait enlever, du chantier, les matériaux inemployés ou impropres dans les délais prévus par l'ordre de service lui prescrivant de le faire.

Cette pénalité s'appliquera aussi sans mise en demeure préalable à tout stockage de matériaux, matériel et installation de chantier en dehors des zones agréées par l'exploitant ou par le maître d'œuvre. Si dans un délai, de 5 jours calendaires après mise en demeure préalable, l'entreprise n'a pas procédé à

l'évacuation des matériaux inemployés ou impropres, le Maître d'ouvrage fera réaliser ces prestations aux frais exclusifs du titulaire, sans préjudice de la pénalité indiquée ci-dessus, conformément à l'article 37.2 du CCAG Travaux.